

Pont J.C. Van Horne

Plan d'avantages pour les Autochtones



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Canada 

Demande de renseignements

1. Possédez-vous ou exploitez-vous une entreprise ou une coentreprise? Veuillez fournir un résumé et un aperçu de votre entreprise ou de votre coentreprise ainsi que des projets qui vous intéressent.
2. Pour les entrepreneurs principaux intéressés par une ou plusieurs possibilités d'appel d'offres, veuillez fournir une liste des compétences, des métiers et de l'équipement dont vous avez besoin pour le type de travail en question.
3. Comment proposeriez-vous de travailler avec les travailleurs, les sous-traitants ainsi que le matériel et l'équipement disponibles de la collectivité Mi'gmaq Listuguj et d'y avoir recours? Comment votre entreprise proposerait-elle d'organiser et de gérer cette exigence? Quelles méthodes avez-vous utilisées dans le passé pour élaborer des ententes de travail de collaboration?
4. Avez-vous eu recours à des stratégies d'incitation dans le cadre de contrats antérieurs pour encourager la mobilisation des Premières Nations (à savoir, le perfectionnement des compétences, la capacité industrielle et les avantages économiques pour les Premières Nations)? Pouvez-vous nous faire part des leçons tirées? Avez-vous des approches recommandées pour intégrer les mesures en matière d'approvisionnement social autochtone dans le processus d'appel d'offres?
5. Prévoyez-vous l'inclusion d'une exigence pour un plan d'avantages pour les Autochtones (PAA) qui aura une incidence sur votre participation dans le cadre du présent approvisionnement?



Demande de renseignements

6. L'une des mesures d'approvisionnement social auprès des Autochtones mises en œuvre pour cet approvisionnement pourrait consister à s'assurer qu'un pourcentage minimum de main-d'œuvre ou de contrats de sous-traitance (fournisseur diversifié) provienne de la collectivité Mi'gmaq Listuguj. Quel pourcentage de main-d'œuvre ou de sous-traitance pourrait être atteint? Par exemple, une approche pourrait consister à cibler de 15 % à 20 % de la valeur totale du projet.

1. Afin de renforcer la capacité technique et contractuelle au sein de la collectivité Listuguj Mi'gmaq, seriez-vous prêt à offrir des emplois non manuels importants pour la durée du projet? Votre entreprise prévoit-elle des préoccupations ou des enjeux particuliers découlant de ce type d'exigence? Si tel est le cas, lesquels? Veuillez fournir une liste d'exemples de ces postes possibles et de responsabilités connexes. S'il y a lieu, veuillez indiquer également les critères d'expérience et d'études auxquels vous vous attendriez pour occuper ces postes.

2. Ces projets sont interprovinciaux, et les entreprises devraient savoir que les règlements provinciaux les plus stricts en matière de santé et de sécurité au travail s'y appliquent. L'une des mesures d'approvisionnement social auprès des Autochtones à mettre en œuvre dans le cadre de ces projets sera la formation de la main-d'œuvre disponible dans la collectivité Listuguj Mi'gmaq.



Demande de renseignements

9. Vous trouverez ci-joint la version préliminaire du document du PAA. Après l'avoir examiné, prévoyez-vous des préoccupations quant au contenu et au format actuels?

1. Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) examine divers modèles pouvant servir à confirmer qu'un fournisseur correspond à la définition de fournisseur diversifié. Une solution consiste à demander à chaque fournisseur de fournir une attestation confirmant qu'il est bien un fournisseur diversifié, ce que SPAC vérifierait pendant toute la durée du contrat. SPAC devrait-il demander une attestation (autocertification) suivie d'audits ou une certification obtenue auprès d'un organisme de certification établi aux fins de la qualification à titre de fournisseur diversifié ou d'entreprise sociale? Quelles autres méthodes nous proposeriez-vous d'utiliser pour vérifier que nous avons bien affaire à des fournisseurs diversifiés?
2. Les organismes de certification exigent habituellement des frais pour certifier une entreprise à titre de fournisseur diversifié ou d'entreprise sociale. Accepteriez-vous d'assumer des frais supplémentaires pour être une entreprise certifiée? Ce type de frais aurait-il une incidence sur votre organisation?

achatsetventes.gc.ca-EC015-200193/A

Exigences pour les soumissionnaires

1. Décrivez clairement l'avantage proposé.
2. Veiller à ce qu'il y ait suffisamment de détails dans le PAA.
3. Travaillez en collaboration avec la collectivité Listuguj Mi'gmaq.

Dépenses admissibles

- Les coûts admissibles associés au travail exécuté par des Autochtones sont les salaires directs, les avantages sociaux (notamment les soins de santé, le régime de retraite et les vacances) et d'autres coûts connexes, qui sont payés aux personnes ou aux entreprises autochtones.
- Les coûts admissibles associés au travail offert à des entreprises autochtones sont les coûts (dont les coûts directs, les coûts indirects, les frais d'ordre général et administratif, et le profit) qui ne sont pas payés aux personnes.
- Les coûts admissibles associés au travail offert à une entreprise non autochtone sont les coûts (dont les coûts directs, les coûts indirects, les frais d'ordre général et administratif, et le profit) visant à répondre aux critères de formation spécialisée ou de perfectionnement des compétences précisés dans le PAA des soumissionnaires.

1+
1

Public Works and Travaux publics et
Government Services Services gouvernementaux
Canada Canada

Canad'i

Dépenses non admissibles

- Les coûts admissibles associés au travail assumé par des personnes non Autochtones sont les salaires directs, les avantages sociaux (notamment les soins de santé, le régime de retraite et les vacances) et d'autres coûts connexes ne seront pas comptabilisés dans le PAA.
- Les coûts associés au travail offert à des entreprises autochtones sont les coûts (dont les coûts directs, les coûts indirects, les frais d'ordre général et administratif, et le profit) qui sont payés aux entreprises non autochtones ne seront pas comptabilisés dans le PAA.
- Les coûts associés à l'achat par une entreprise autochtone de biens et/ou de services auprès d'une entreprise non autochtone ne seront pas comptabilisés dans le PAA, à moins que le but de cet achat soit décrit en détail au point 2.3.3.



Exigences obligatoires

1. Valeur minimale des avantages offerts aux Autochtones.
2. Plan d'avantages pour les Autochtones
3. Attestation du contenu autochtone

À défaut de satisfaire aux exigences obligatoires, la soumission sera jugée irrecevable.

8



Critères d'évaluation

- Un total de 100 points sera accordé au soumissionnaire qui propose un PAA, ce qui représentera **15 %** de l'évaluation totale des soumissions.
- Chaque soumissionnaire doit offrir des avantages aux Autochtones, dont la valeur totale est d'au moins **XX %** du montant total du contrat.
- Le soumissionnaire doit fournir dans sa soumission la preuve qu'il répond à l'objectif de chaque critère.

1+
1

Public Works and Travaux publics et
Government Services Services gouvernementaux
Canada Canada

Canad'i

Critères d'évaluation

Plan des ressources humaines

Les soumissionnaires seront évalués par rapport à leur garantie ferme d'utiliser des membres de la collectivité Listuguj Mi'gmaq pour effectuer les travaux. Les pourcentages de la valeur du contrat doivent porter précisément sur les heures de travail sur place et être présentés sous forme de pourcentage de la valeur du contrat.

- a. Détails sur les travaux à accomplir pour chaque poste proposé qui doit être occupé un Autochtone
- b. Stratégies de recrutement des Autochtones
- c. Gestion du personnel

1+
1

Public Works and Travaux publics et
Government Services Services gouvernementaux
Canada Canada

Canad'i

Critères d'évaluation

Biens et services

Les soumissionnaires seront évalués par rapport à leur garantie ferme d'utiliser des biens et des services provenant des membres de la collectivité Listuguj Mi'gmaq. Les pourcentages de la valeur du contrat doivent porter précisément sur les biens et les services et être présentés sous forme de pourcentage de la valeur du contrat.

Les biens et les services fournis par les entreprises autochtones, y compris les sous-traitants et les fournisseurs, doivent être des entreprises établies à Listuguj. Dans le cas d'une coentreprise, la même chose s'applique, mais pour satisfaire aux exigences énumérées dans les dépenses admissibles et non admissibles.



Critères d'évaluation

Plan de perfectionnement des compétences

Les soumissionnaires seront évalués en fonction de la garantie de leur entreprise d'offrir de la formation et le perfectionnement des compétences aux employés de de la collectivité Listuguj Mi'gmaq. Les heures de formation à l'égard desquelles l'entreprise s'est engagée doivent être appuyées par une liste de programmes de formation et d'apprentissage précis; de même la qualité et la pertinence de la formation, le nombre d'heures de travail effectuées et la certification qui en résultera doivent être indiqués.

- a. Programmes d'apprentissage
- b. Programmes préprofessionnels
- c. Programmes d'enseignement postsecondaire
- d. Formation en cours d'emploi
- e. Programmes de formation internes ¹²



Démarrage

- Comme preuve de leurs efforts et/ou garantie, les soumissionnaires doivent inclure, sans s'y limiter, le nom des personnes ou entreprises contactées et la nature des activités au moment de la soumission. Les soumissionnaires doivent veiller à ce que les documents qu'ils fournissent relativement au PAA soient suffisamment probants et clairs pour permettre d'évaluer la conformité de leur offre en fonction des critères énoncés dans les présentes. Il incombe aux soumissionnaires de fournir suffisamment de renseignements dans leur soumission pour permettre au comité d'évaluation de faire son évaluation. Les soumissionnaires doivent inclure tous les documents de référence à prendre en considération.
- Réunion de démarrage pour discuter du PAA, y compris un calendrier de stratégie sur le PAA suivi de réunions aux deux semaines.



Démarrage

- Établir le calendrier des séances de formation et de perfectionnement des compétences qui peuvent faire partie du PAA proposé.
- Orientation sur les lieux

1+
1

Public Works and Travaux publics et
Government Services Services gouvernementaux
Canada Canada

Canad'i

Rapports bimensuels

- L'entrepreneur retenu doit remettre un résumé des activités entreprises pour respecter les engagements mentionnés et doit le présenter toutes les deux semaines.
- L'entrepreneur doit fournir, à la demande de SPAC, des renseignements détaillés, p. ex. des factures, des registres de travail, des talons de paye et les registres de formation.
- L'entrepreneur doit indiquer si des objectifs n'ont pas été respectés, préciser les raisons pour lesquelles ces objectifs n'ont pas été respectés, expliquer la manière dont il résoudra le problème et le calendrier connexe.
- Le non-respect des exigences et des engagements concernant le PAA peut entraîner une retenue, tel qu'il est indiqué à la PARTIE E.



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada



Canada



Rapports bimensuels

- L'entrepreneur retenu doit remettre un résumé des activités entreprises pour respecter les engagements mentionnés et doit le présenter toutes les deux semaines.
- L'entrepreneur doit fournir, à la demande de SPAC, des renseignements détaillés, p. ex. des factures, des registres de travail, des talons de paye et les registres de formation.
- L'entrepreneur doit indiquer si des objectifs n'ont pas été respectés, préciser les raisons pour lesquelles ces objectifs n'ont pas été respectés, expliquer la manière dont il résoudra le problème et le calendrier connexe.
- Le non-respect des exigences et des engagements concernant

Des réunions bimensuelles peuvent être prévues pour discuter du PAA.

16



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada



Canada